

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
A L'OFFICE DE TOURISME DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA
TENAREZE**

Entre

La Communauté de Communes de la Ténarèze, ci-après désignée « la Communauté de Communes », représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude PEYRECAVE, habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 27 mars 2013.

D'une part,

Et

L'Office de Tourisme de la Communauté de Communes de la Ténarèze, ci-après désigné « l'Office de Tourisme », représenté par son Président, Monsieur Christian TOUHE-RUMEAU, habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 28 mars 2013,

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 : Objet

La Communauté de Communes met à disposition de l'Office de Tourisme les locaux suivants (pour partie de la parcelle cadastrée section AO n°530 à Valence sur Baïse) :

- *« L'espace Bastides » est composé d'un rez-de-chaussée à destination de l'espace d'accueil de l'Office de Tourisme de la Ténarèze avec une exposition de photos sur le thème des bastides du sud ouest associée à un film promotionnel, une maquette (format 2x2) présentant la bastide de Valence ainsi qu'une carte géante de localisation. Ce rez-de-chaussée est également composé d'un espace réserve et toilette, d'une superficie totale de 96m².*
- *Un premier étage (d'une superficie de 96m²).*

ARTICLE 2 : Durée

La mise à disposition est fixée à compter du 1^{er} avril 2013 et ce, tant que la compétence reste exercée par la Communauté de Communes et que les biens restent nécessaires à l'exercice de cette compétence.

ARTICLE 3: Redevance d'occupation

La Communauté de Communes met les locaux à disposition de l'Office de Tourisme à titre gracieux.

ARTICLE 4: Etat des lieux

L'Office de Tourisme prendra ces locaux dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger de la Communauté de Communes aucune réparation ni remise en état, autre que celles qui seraient nécessaire afin que les lieux soient clos et couverts.

Cette mise à disposition sera constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de l'Office de Tourisme et de la Communauté de Communes. Ce procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ces derniers.

ARTICLE 5: Destination

Ces locaux seront affectés à l'usage d'accueil, de conseil en séjour, d'espaces administratifs de l'Office de Tourisme de la Communauté de Communes de la Ténarèze. Ils permettront également l'exposition de collections de photographies sur la thématique des Bastides du sud ouest associée à un film didactique, une maquette et une carte géante de localisation, à la condition que l'Office de

Tourisme de la Communauté de Communes de la Ténarèze, conventionnée avec les propriétaires et / ou les dépositaires de ces collections.

L'Office de Tourisme fera son affaire de toutes réclamations, ou contestations qui pourraient survenir du fait de ses activités dans les locaux, afin que la Communauté de Communes ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet.

L'Office de Tourisme s'engage à laisser, à tout moment, le libre accès à la Communauté de Communes, à ses agents ainsi qu'à toute personne dûment mandatée par elle, dans le respect des activités exercées sur place.

ARTICLE 6: Entretien

La Communauté de Communes supportera les réparations rendues nécessaires dans le cadre de l'entretien locatif.

ARTICLE 7: Modification matérielle des locaux

L'Office de Tourisme pourra effectuer dans les lieux mis à disposition, sous réserve d'avoir obtenu l'accord préalable de la Communauté de Communes, tous les travaux d'équipement qui paraîtraient nécessaires aux utilisations prévues à l'article 5, à condition que ces travaux ne puissent nuire à la solidité de l'immeuble.

Tous les travaux, améliorations, embellissements apportés aux locaux par l'Office de Tourisme resteront à la Communauté de Communes, sans indemnité ni contrepartie de sa part.

ARTICLE 8: Conditions générales de jouissance

L'Office de Tourisme jouira du bien en bon père de famille suivant sa destination et il respectera toutes les charges et obligations légales, réglementaires, administratives ou conventionnelles susceptibles de s'appliquer au bien.

ARTICLE 9: Responsabilité Assurance et impôts

L'Office de Tourisme répondra des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée de la convention dans les locaux loués, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par faute de la Communauté de Communes ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans les lieux.

Il devra, pendant toute la durée de la Convention, faire assurer les locaux loués, auprès d'une compagnie notoirement solvable et pour une somme suffisante, contre les risques dont il doit répondre en sa qualité de destinataire de la mise à disposition et exerçant une activité touristique dans les lieux, notamment contre l'incendie, les dégâts des eaux, les risques locatifs et le recours des voisins.

De la même manière, il devra également faire assurer son mobilier.

L'Office de Tourisme devra s'acquitter de toute redevance ou de toute taxe concernant l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères.

ARTICLE 10: Non responsabilité de la Communauté de Communes

La Communauté de Communes écarte toute responsabilité vis à vis de l'Office de Tourisme :

- en cas de vol, cambriolage, ou autres manifestations ayant caractère de délit, de désordre causé par un tiers par voie de fait,
- en cas d'arrêt dans le service d'eau, d'énergie, ou du fonctionnement de toute installation de l'immeuble résultant, soit de l'administration ou du service concessionnaire, soit de travaux, accident ou réparation, soit de tout cas de force majeure,
- en cas d'évènement fortuit venant du fait même des installations dans les locaux,

- en cas d'inondations par les eaux pluviales, par fuite d'eau, par écoulement des châteaux ou autres circonstances de débordement.

ARTICLE 11: Fluides

L'Office de Tourisme fera son affaire de contracter les abonnements nécessaires auprès des services concessionnaires concernés et paiera les consommations d'eau, d'électricité, de gaz et autres, et généralement tous les frais d'abonnements et dépenses habituellement à la charge des locataires.

ARTICLE 12 : Résiliation :

Il pourra être mis fin à tout moment à la présente convention par l'une ou l'autre des parties, suivant un préavis de 3 mois signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

A Condom, le

Pour l'Office de Tourisme,
Le Président,

Christian TOUHE RUMEAU

A Condom, le

Pour la Communauté de Communes,
Le Président,

Jean-Claude PEYRECAVE